

GovSat-2 : la souveraineté luxembourgeoise prend de l'altitude



Dans un monde où la sécurité se joue autant dans l'espace que sur Terre, le Luxembourg consolide un atout stratégique majeur. En décidant de lancer GovSat-2, son deuxième satellite dédié aux communications gouvernementales et militaires, le Grand-Duché renforce sa capacité de défense, affirme son engagement international et structure un écosystème industriel à haute valeur ajoutée.

Les guerres modernes ne commencent plus par un tir, mais par une coupure. Une liaison brouillée, un réseau saturé, une communication interrompue, et une opération entière peut basculer. Dans ce nouvel espace de confrontation, invisible mais décisif, les **satellites** sont devenus des infrastructures éminemment stratégiques. **Communications militaires**, coordination des forces alliées, gestion de crise ou opérations humanitaires : sans communications satellitaires fiables, plus aucune action n'est possible. Le Luxembourg était déjà un acteur reconnu dans ce domaine à travers son satellite de communication **GovSat-1**, mis en orbite en 2018, qui a doté le pays d'une

capacité souveraine dans un domaine devenu critique pour la sécurité nationale et collective. Le 21 janvier, la Chambre des députés a donné son feu vert au lancement du **programme GovSat-2**. Adopté à une large majorité, le texte autorise l'État à financer l'acquisition, le lancement et l'exploitation d'un nouveau satellite, ainsi que les capacités associées nécessaires à sa pleine opérationnalité.

Cette décision intervient dans un contexte géopolitique marqué par une forte dégradation de l'environnement sécuritaire et par une demande croissante en communications militaires par satellite. Les capacités existantes atteignent progressivement leurs limites, tant en volume qu'en flexibilité, alors que les besoins des forces armées et des organisations internationales s'intensifient, comme on peut le constater quotidiennement en Ukraine.

Un saut capacitaire

GovSat-1 marquait déjà un immense pas en avant pour le Luxembourg. Opéré par **LuxGovSat**, une coentreprise entre l'État (50%) et [SES](#) (50%), il fournit depuis plusieurs années des services de communications sécurisées à l'armée luxembourgeoise, à des partenaires alliés et à des institutions internationales. GovSat-2 vient prolonger et renforcer cette capacité. Il ne s'agit pas d'une simple duplication, mais d'un véritable saut qualitatif. Le satellite reposera sur une plateforme industrielle éprouvée, la Spacebus 4000 de **Thales Alenia Space** (qui dispose d'une filiale très active au Luxembourg), conçue pour des missions critiques de long terme. Il intégrera des capacités de communications militaires sur plusieurs bandes de fréquences, aujourd'hui essentielles aux opérations modernes.

Résilience, sécurité, continuité

L'un des apports majeurs de GovSat-2 réside dans son niveau de résilience. Le satellite est conçu pour résister aux tentatives de brouillage, aux interférences intentionnelles et aux environnements électromagnétiques dégradés volontairement. Il intégrera des fonctions avancées de protection des communications ainsi que des capacités de géolocalisation, répondant aux exigences opérationnelles actuelles des forces armées.

GovSat-2 a été conçu pour assurer une transition fluide avec son frère aîné. Cette continuité est essentielle pour garantir la disponibilité permanente de liaisons critiques, sans rupture de service, dans un contexte où la dépendance aux communications sécurisées ne cesse de croître. C'est donc très logiquement que le Gouvernement a décidé de confier le programme à LuxGovSat, dans une logique de **partenariat public-privé**.

Un budget de 301 millions d'euros a été alloué à ce programme. Dans le détail, 101 millions d'euros seront consacrés à une augmentation de capital de LuxGovSat, qui portera l'investissement. Et 200 millions d'euros seront alloués à la prise ferme de capacités satellitaires sur douze années. Par ailleurs, la loi autorise le Gouvernement à conclure des partenariats stratégiques avec des pays alliés pour un montant de 500 millions d'euros. Cette somme ne sera pas à la charge du budget de l'Etat, mais permettra simplement un transit de fonds entre les pays partenaires et l'opérateur satellitaire.

Un projet industriel structurant

Ce projet constitue évidemment un bloc important de l'intensification de l'effort de défense du Luxembourg. Le pays a pris des engagements forts en la matière auprès de l'**OTAN**, qui vont le conduire à porter son effort à hauteur de 2% du revenu national brut (RNB) en 2026. Lors du sommet de La Haye, il s'est même engagé à atteindre 5% du RNB (dont 3,5% pour les strictes dépenses militaires) à l'horizon 2035.

C'est dans ce contexte que la Chambre de Commerce avait formulé un certain nombre de recommandations, dans son rapport Lux4Defence, publié au printemps 2025. L'objectif était assumé?: faire de l'effort de défense un levier de croissance, d'innovation et de souveraineté. Le projet GovSat-2 s'inscrit parfaitement dans cette logique. Il constitue un catalyseur important pour le développement de la base industrielle et technologique de défense luxembourgeoise. D'abord parce qu'il s'appuie sur l'expertise d'un champion national?: SES, classé 88e au palmarès mondial 2025 des entreprises de la défense, établi par Defense news. On sait que dans le domaine de la défense, comme dans d'autres, un écosystème a souvent besoin d'être tiré vers le haut par des «?majors?» pour prospérer. Ce programme contribue ainsi à renforcer un leader luxembourgeois, et par ricochet, tout l'écosystème national. Les retombées attendues concernent notamment le?pilotage satellitaire au sol, la cybersécurité, l'ingénierie système, le traitement des données et les services numériques à haute valeur ajoutée. Autant de compétences duales, civiles et militaires, qui stimulent la compétitivité du Luxembourg dans des technologies critiques et renforcent son positionnement dans l'écosystème spatial européen.

Objectif souveraineté

Ce projet est aussi un puissant vecteur de **souveraineté**. Tout le monde se souvient des menaces proférées par **Elon Musk** en mars 2025, qui avait affirmé que toute la défense ukrainienne s'effondrerait s'il coupait l'accès à son système de communication par satellite Starlink. En maîtrisant une capacité propre de communications satellitaires sécurisées, le Luxembourg réduit sa dépendance à des infrastructures étrangères, commerciales ou gouvernementales. Cette

autonomie ne signifie pas isolement, mais capacité de choix : choix des partenaires, des usages, des priorités opérationnelles. Elle garantit la continuité des communications critiques de l'État, y compris lorsque l'environnement sécuritaire se dégrade ou que les réseaux terrestres deviennent vulnérables. En investissant dans un actif spatial durable, résilient et maîtrisé, le Luxembourg renforce également sa capacité à contribuer à la sécurité collective sur la base d'un outil qu'il contrôle. Il le fait dans une logique de souveraineté européenne, avec un satellite de technologie européenne, exploité par un opérateur européen et, selon les mots de la Ministre Yuriko Backes, une mise en orbite qui pourrait être effectuée par le lanceur européen Ariane 6.

GovSat-2 envoie un message clair : même un petit État peut jouer un rôle central dans des domaines stratégiques, à condition de faire des choix ciblés et cohérents. En lançant ce satellite, le Luxembourg renforce sa crédibilité au sein de l'**Alliance atlantique**, tout en consolidant un positionnement industriel et technologique appelé à compter durablement dans son développement économique.